



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires**

Service environnement/Unité eau et milieux  
aquatiques  
Tél : 03 85 21 86 11  
ddt-env-ema@saone-et-loire.gouv.fr

Le préfet de Saône-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

**ARRÊTÉ n° 71-2025-07-03-00001**  
**portant restriction temporaire de certains usages de l'eau**  
**sur le département de Saône-et-Loire**

- Vu** la Directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000,
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 211-3 à L. 213-3, L. 214-7, L. 214-18, L. 215-1 à L. 215-13, R. 211-66 à R. 211-70 et R. 214-1 à R. 214-56,
- Vu** le code du domaine public fluvial et notamment les articles 25, 33 et 35,
- Vu** le code civil et notamment les articles 640 et 645,
- Vu** le code de la santé publique et notamment les articles R. 1321-1 à R. 1321-66,
- Vu** le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L. 2212-5 et l'article L. 2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police,
- Vu** le code pénal, et notamment son livre I<sup>er</sup>, titre III,
- Vu** le décret n° 2010-0146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 5 octobre 2022 portant nomination du préfet de Saône-et-Loire - M. SEGUY (Yves),
- Vu** le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse,
- Vu** l'arrêté d'orientations du préfet coordonnateur de bassin n° 21-327 du 23 juillet 2021 modifié par l'arrêté n° 2023-87 du 21 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Rhône-Méditerranée,
- Vu** l'arrêté d'orientations de la préfète coordinatrice de bassin n° 24.115 du 29 août 2024 pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne,
- Vu** les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des bassins Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée en vigueur,
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône, dit « arrêté axe Saône »,

**Vu** l'arrêté préfectoral cadre du 2 août 2024 portant sur les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département de Saône-et-Loire hors zone d'alerte « Saône aval »,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 71-2020-12-01-007 portant création du comité départemental de l'eau et du comité départemental sécheresse,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°71-2025-06-24-00003 du 24 juin 2025 portant restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire,

**Vu** les conclusions de la consultation électronique des membres du comité ressource en eau qui s'est tenue du mardi 1<sup>er</sup> juillet 2025 au jeudi 3 juillet 2025 inclus,

**Considérant** la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau constatée par les relevés établis par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bourgogne – Franche-Comté,

**Considérant** les données de l'observatoire national des étiages (ONDE) mis en œuvre par le service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB),

**Considérant** que les mesures de restriction ou d'interdiction provisoire de certains usages de l'eau peuvent être nécessaires en cas de déficit de la ressource en eau, pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, la préservation des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau,

**Considérant** que les restrictions doivent être proportionnées à la situation, aux ressources concernées et être portées par tous les usagers de l'eau, dans un souci de solidarité et d'équité entre usagers,

**Sur** proposition de M. le Directeur départemental des territoires,

**Sur** proposition de Mme la Directrice de cabinet,

## ARRÊTE

### Article 1 : Zones hydrographiques soumises à restriction des usages

En application des arrêtés cadres susvisés fixant les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage, les zones hydrographiques du département sont placées aux niveaux de restriction des usages selon la répartition suivante :

N°	Zone hydrographique	Niveau de restriction des usages
1	Vallée de la Loire	Vigilance
2	Arroux - Morvan	Alerte renforcée
3	Bourbince	Alerte
4	Arconce et Sornin	Alerte renforcée
5	Dheune	Vigilance
6	Grosne	Vigilance
7	Seille et Guyotte	Vigilance
8	Saône aval	Alerte

La liste des communes et la carte des zones concernées sont annexées au présent arrêté (annexes 1 et 2).

#### **Article 2 : Mesures de restrictions des usages de l'eau**

Les mesures de restriction des usages, listées en annexe 3 du présent arrêté, s'appliquent sur les zones d'alerte listées à l'article 1 du présent arrêté en fonction du niveau de gravité.

#### **Article 3 : Durée de validité**

Ces mesures s'appliquent à partir de la date de réalisation des mesures de publicité prévues à l'article 6 du présent arrêté et jusqu'au 15 septembre 2025. Elles pourront être revues et complétées en tant que de besoin, ou abrogées le cas échéant, en cas d'évolution de la situation météorologique et hydrologique.

#### **Article 4 : Information des usagers des stations de lavage automobile**

Les exploitants des stations de lavage automobiles sont tenus d'informer les usagers par un affichage bien en évidence des mesures de restrictions applicables et de rendre inutilisable les pistes de lavage faisant l'objet d'une interdiction d'utilisation.

#### **Article 5 : Abrogation de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2025**

L'arrêté préfectoral n°71-2025-06-24-00003 du 24 juin 2025 portant restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire est abrogé.

#### **Article 6 : publication et affichage**

Le présent arrêté est publié :

- au recueil des actes administratifs de la préfecture de Saône-et-Loire,
- sur le site internet des services de l'État à l'adresse suivante <http://www.saone-et-loire.gouv.fr>
- sur le site ministériel dédié à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse VigiEau (<https://vigieau.gouv.fr/>).

Il est également adressé au maire de chaque commune concernée pour affichage à titre informatif.

#### **Article 7 : exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Monsieur le Sous-préfet d'Autun, Madame la Sous-préfète de Louhans, Monsieur le Sous-préfet de Chalon-sur-Saône, Monsieur le Sous-préfet de Charolles, Monsieur le Directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Nièvre, Madame la Directrice départementale de la protection des populations de Saône-et-Loire, Monsieur le Chef de la délégation territoriale de Saône-et-Loire de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté, Monsieur le Directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en charge de la police de l'eau sur l'axe Saône, Monsieur le Chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le

Directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et Mesdames et Messieurs les Maires des communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mâcon, le 3 JUIL. 2025

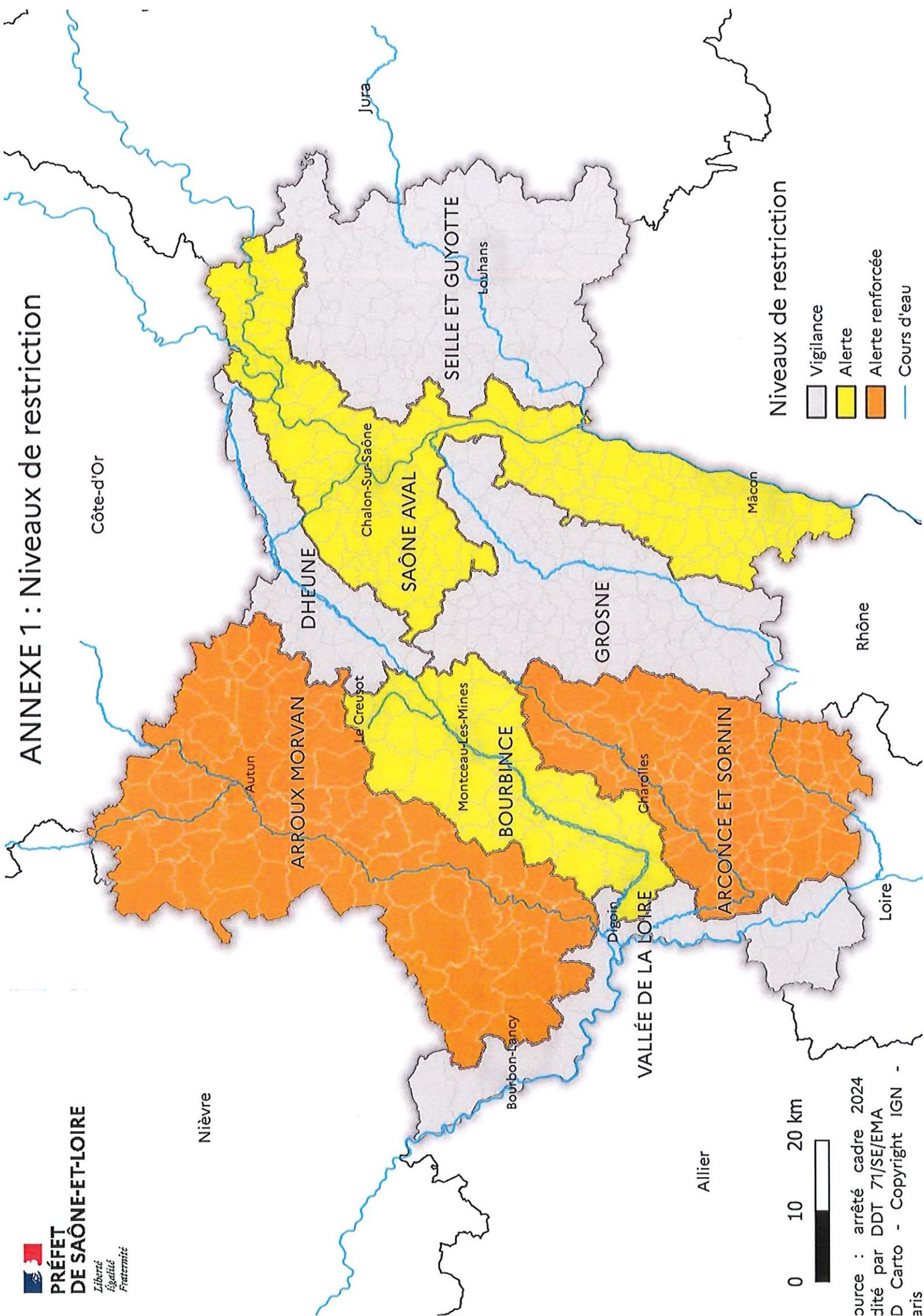
Le préfet



Yves SÉGUI

**Voies de recours :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif – 22 rue d'Assas 21 000 Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# ANNEXE 1 : Niveaux de restriction



Niveaux de restriction

-  Vigilance
-  Alerte
-  Alerte renforcée
-  Cours d'eau



Source : arrêté cadre 2024  
édité par DDT 71/SE/EMA  
D Carto - Copyright IGN -  
aris

## Annexe 2 : Liste des communes par zone d'alerte

### Zone 1 : VALLÉE DE LA LOIRE

ARTAIX	LESME
BAUGY	MARCIGNY
BOURBON-LANCY	MELAY
BOURG-LE-COMTE	MOTTE-SAINT-JEAN (LA)
CERON	PERRIGNY-SUR-LOIRE
CHAMBILLY	SAINT-AGNAN
CHENAY-LE-CHATEL	SAINT-AUBIN-SUR-LOIRE
CRONAT	SAINT-MARTIN-DU-LAC
DIGOIN	SAINT-YAN
GILLY-SUR-LOIRE	VARENNE-SAINT-GERMAIN
HOPITAL-LE-MERCIER (L')	VINDECY
IGUERANDE	VITRY-SUR-LOIRE

### Zone 2 : ARROUX – MORVAN

AUTUN	MARLY-SUR-ARROUX
ANOST	MARMAGNE
ANTULLY	MESVRES
AUXY	MONT
BARNAY	MONTHELON
BOULAYE (LA)	MONTMORT
BRION	MORLET
BROYE	NEUVY-GRANDCHAMP
CELLE-EN-MORVAN (LA)	PETITE-VERRIERE (LA)
CHALMOUX	RECLESNE
CHAPELLE-AU-MANS (LA)	RIGNY-SUR-ARROUX
CHAPELLE-SOUS-UCHON (LA)	ROUSSILLON-EN-MORVAN
CHARBONNAT	SAINT-DIDIER-SUR-ARROUX
CHASSY	SAINT-EMILAND
CHISSEY-EN-MORVAN	SAINT-EUGENE
CLESSY	SAINT-FIRMIN
COLLONGE-LA-MADELEINE	SAINT-FORGEOT
COMELLE (LA)	SAINT-GERVAIS-SUR-COUCHES
CORDESSE	SAINT-LEGER-DU-BOIS
CRESSY-SUR-SOMME	SAINT-LEGER-SOUS-BEUVRAY
CURDIN	SAINT-MARTIN-DE-COMMUNE

CURGY	SAINT-NIZIER-SUR-ARROUX
CUSSY-EN-MORVAN	SAINT-PRIX
CUZY	SAINT-SERNIN-DU-BOIS
DETTEY	SAINT-SYMPHORIEN-DE-MARMAGNE
DRACY-SAINT-LOUP	SAINTE-RADEGONDE
EPINAC	SAISY
ETANG-SUR-ARROUX	SOMMANT
GRANDE-VERRIERE (LA)	SULLY
GRURY	TAGNIERE (LA)
GUERREAUX (LES)	TAVERNAY
GUEUGNON	THIL-SUR-ARROUX
IGORNAY	TINTRY
ISSY-L'EVEQUE	TOULON-SUR-ARROUX
LAIZY	UCHON
LUCENAY-L'EVEQUE	UXEAU
MALTAT	VENDENESSE-SUR-ARROUX
MARLY-SOUS-ISSY	

### **Zone 3 : BOURBINCÉ**

BIZOTS (LES)	PALINGES
BLANZY	PARAY-LE-MONIAL
CHAMPLECY	PERRECY-LES-FORGES
CHARMOY	POUILLOUX
CIRY-LE-NOBLE	SAINT-AUBIN-EN-CHAROLLAIS
CREUSOT (LE)	SAINT-BERAIN-SOUS-SANVIGNES
DOMPIERRE-SOUS-SANVIGNES	SAINT-BONNET-DE-VIEILLE-VIGNE
GENELARD	SAINT-EUSEBE
GOURDON	SAINT-LEGER-LES-PARAY
GRANDVAUX	SAINT-ROMAIN-SOUS-GOURDON
HAUTEFOND	SAINT-ROMAIN-SOUS-VERSIGNY
MARIGNY	SAINT-VALLIER
MONT-SAINT-VINCENT	SAINT-VINCENT-BRAGNY
MONTCEAU-LES-MINES	SANVIGNES-LES-MINES
MONTCENIS	TORCY
MONTCHANIN	VITRY-EN-CHAROLLAIS
OUDRY	VOLESVRES

**Zone 4 : ARCONCE ET SORNIN**

AMANZE	OUROUX-SOUS-LE-BOIS-SAINTE-MARIE
ANGLURE-SOUS-DUN	OYE
ANZY-LE-DUC	OZOLLES
BALLORE	POISSON
BARON	PRIZY
BAUDEMONT	ROUSSET (LE) – MARIZY
BEAUBERY	SAINT-BONNET-DE-CRAY
BOIS-SAINTE-MARIE	SAINT-BONNET-DE-JOUX
BRIANT	SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS
CHANGY	SAINT-DIDIER-EN-BRIONNAIS
CHAPELLE-SOUS-DUN (LA)	SAINT-EDMOND
CHAROLLES	SAINT-GERMAIN-EN-BRIONNAIS
CHASSIGNY-SOUS-DUN	SAINT-IGNY-DE-ROCHE
CHATEAUNEUF	SAINT-JULIEN-DE-CIVRY
CHATENAY	SAINT-JULIEN-DE-JONZY
CHAUFFAILLES	SAINT-LAURENT-EN-BRIONNAIS
CLAYETTE (LA)	SAINT-MARTIN-DE-LIXY
COLOMBIER-EN-BRIONNAIS	SAINT-MAURICE-LES-CHATEAUNEUF
COUBLANC	SAINT-RACHO
CURBIGNY	SAINT-SYMPHORIEN-DES-BOIS
DYO	SAINTE-FOY
FLEURY-LA-MONTAGNE	SARRY
FONTENAY	SEMUR-EN-BRIONNAIS
GIBLES	SUIN
GUICHE (LA)	TANCON
LIGNY-EN-BRIONNAIS	VAREILLES
LUGNY-LES-CHAROLLES	VARENNE-L'ARCONCE
MAILLY	VARENNES-SOUS-DUN
MARCILLY-LA-GUEURCE	VAUBAN
MARTIGNY-LE-COMTE	VAUDEBARRIER
MONTCEAUX-L'ETOILE	VENDENESSE-LES-CHAROLLES
MONTMELARD	VEROSVRES
MORNAY	VERSAUGUES
MUSSY-SOUS-DUN	VIRY
NOCHIZE	

### Zone 5 : DHEUNE

ALUZE	MOREY
BOUZERON	PALLEAU
BREUIL (LE)	PARIS-L'HOPITAL
CHAGNY	PERREUIL
CHAMILLY	REMIGNY
CHANGE	RULLY
CHARRECEY	SAINT-BERAIN-SUR-DHEUNE
CHASSEY-LE-CAMP	SAINT-GERVAIS-EN-VALLIERE
CHATEL-MORON	SAINT-GILLES
CHAUDENAY	SAINT-JEAN-DE-TREZY
CHEILLY-LES-MARANGES	SAINT-JULIEN-SUR-DHEUNE
COUCHES	SAINT-LAURENT-D'ANDENAY
CREOT	SAINT-LEGER-SUR-DHEUNE
DEMIGNY	SAINT-LOUP-GEANGES
DENNEVY	SAINT-MARTIN-EN-GATINOIS
DEZIZE-LES-MARANGES	SAINT-MAURICE-LES-COUCHES
DRACY-LES-COUCHES	SAINT-PIERRE-DE-VARENNES
ECUISSSES	SAINT-SERNIN-DU-PLAIN
EPERTULLY	SAMPIGNY-LES-MARANGES
ESSERTENNE	VILLENEUVE-EN-MONTAGNE

### Zone 6 : GROSNE

AMEUGNY	MASSILLY
BEAUMONT-SUR-GROSNE	MATOUR
BERGESSERIN	MAZILLE
BISSY-SOUS-UXELLES	MESSEY-SUR-GROSNE
BISSY-SUR-FLEY	NANTON
BLANOT	NAVOUR-SUR-GROSNE
BONNAY	PASSY
BOURGVILAIN	PRESSY-SOUS-DONDIN
BRAY	PULEY (LE)
BRESSE-SUR-GROSNE	SAILLY
BUFFIERES	SAINT-AMBREUIL
BURNAND	SAINT-ANDRE-LE-DESERT
BURZY	SAINTE-CECILE
CHAMPAGNY-SOUS-UXELLES	SAINT-CLEMENT-SUR-GUYE
CHAPAIZE	SAINT-CYR

CHAPELLE-DE-BRAGNY (LA)	SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL
CHAPELLE-DU-MONT-DE-FRANCE (LA)	SAINT-HURUGE
CHAPELLE-SOUS-BRANCION (LA)	SAINT-LEGER-SOUS-LA-BUSSIÈRE
CHATEAU	SAINT-MARCELIN-DE-CRAY
CHERIZET	SAINT-MARTIN-D'AUXY
CHEVAGNY-SUR-GUYE	SAINT-MARTIN-DE-SALENCEY
CHIDDES	SAINT-MARTIN-DU-TARTRE
CHISSEY-LES-MACON	SAINT-MARTIN-LA-PATROUILLE
CLUNY	SAINT-MAURICE-DES-CHAMPS
COLLONGE-EN-CHAROLLAIS	SAINT-MICAUD
CORMATIN	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX
CORTAMBERT	SAINT-POINT
CORTEVAIX	SAINT-PRIVE
CULLES-LES-ROCHES	SAINT-VINCENT-DES-PRES
CURTIL-SOUS-BUFFIERES	SAINT-YTHAIRE
CURTIL-SOUS-BURNAND	SALORNAY-SUR-GUYE
DOMPIERRE-LES-ORMES	SANTILLY
DONZY-LE-PERTUIS	SAULES
ETRIGNY	SAVIANGES
FLAGY	SAVIGNY-SUR-GROSNE
FLEY	SENNECEY-LE-GRAND
GENOUILLY	SERCY
GERMAGNY	SIGY-LE-CHATEL
GERMOLLES-SUR-GROSNE	SIVIGNON
JALOGNY	TAIZE
JONCY	TRAMAYES
LAIVES	TRAMBLY
LALHEUE	TRIVY
LOURNAND	VAUX-EN-PRE
MALAY	VINEUSE-SUR-FREGANDE (LA)
MARY	

**Zone 7 : SEILLE ET GUYOTTE**

ABERGEMENT-SAINTE-COLOMBE (L')	MONTCONY
AUTHUMES	MONTCOY
BANTANGES	MONTJAY
BAUDRIERES	MONTPONT-EN-BRESSE
BEAUREPAIRE-EN-BRESSE	MONTRET
BEAUVENOIS	MOUTHIER-EN-BRESSE

BELLEVESVRE  
BOSJEAN  
BOUHANS  
BRANGES  
BRIENNE  
BRUAILLES  
CHAMPAGNAT  
CHAPELLE-NAUDE (LA)  
CHAPELLE-SAINT-SAUVEUR (LA)  
CHAPELLE-THECLE (LA)  
CHAUX (LA)  
CONDAL  
CUISEAUX  
CUISERY  
DAMPIERRE-EN-BRESSE  
DEVROUZE  
DICONNE  
DOMMARTIN-LES-CUISEAUX  
FAY (LE)  
FLACEY-EN-BRESSE  
FRANGY-EN-BRESSE  
FRETTE (LA)  
FRONTENAUD  
GENETE (LA)  
GUERFAND  
HUILLY-SUR-SEILLE  
JOUDES  
JOUVENCON  
JUIF  
LESSARD-EN-BRESSE  
LOISY  
LOUHANS  
MENETREUIL  
MERVANS  
MIROIR (LE)  
MONTAGNY-PRES-LOUHANS

PLANOIS (LE)  
RACINEUSE (LA)  
RANCY  
RATENELLE  
RATTE  
ROMENAY  
SAGY  
SAILLENARD  
SAINT-ANDRE-EN-BRESSE  
SAINT-BONNET-EN-BRESSE  
SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRESSE  
SAINT-DIDIER-EN-BRESSE  
SAINT-ETIENNE-EN-BRESSE  
SAINT-GERMAIN-DU-BOIS  
SAINT-MARTIN-DU-MONT  
SAINT-MARTIN-EN-BRESSE  
SAINT-USUGE  
SAINT-VINCENT-EN-BRESSE  
SAINTE-CROIX  
SAVIGNY-EN-REVERMONT  
SAVIGNY-SUR-SEILLE  
SENS-SUR-SEILLE  
SERLEY  
SERRIGNY-EN-BRESSE  
SIMARD  
SORNAY  
TARTRE (LE)  
THUREY  
TORPES  
TOUTENANT  
TRONCHY  
VARENNES-SAINT-SAUVEUR  
VERISSEY  
VILLEGAUDIN  
VINCELLES

## Zone 8 : SAÔNE AVAL

ABERGEMENT-DE-CUISERY (L')	MELLECEY
ALLEREY-SUR-SAONE	MERCUREY
ALLEROT	MILLY-LAMARTINE
AZE	MONTAGNY-LES-BUXY
BARIZEY	MONTBELLET
BERZE-LE-CHATEL	MONTCEAUX-RAGNY
BERZE-LA-VILLE	MONT-LES-SEURRE
BEY	MOROGES
BISSEY-SOUS-CRUCHAUD	NAVILLY
BISSY-LA-MACONNAISE	ORMES
BORDES (LES)	OSLON
BOYER	OUROUX-SUR-SAONE
BRAGNY-SUR-SAONE	OZENAY
BURGY	PERONNE
BUSSIÈRES	PIERRECLOS
BUXY	PIERRE-DE-BRESSE
CERSOT	PLOTTES
CHARENTRE	PONTOUX
CHALON-SUR-SAONE	POURLANS
CHAMPFORGEUIL	PRETY
CHANES	PRISSE
CHAPELLE-DE-GUINCHAY (LA)	PRUZILLY
CHARBONNIÈRES	ROCHE-VINEUSE (LA)
CHARDONNAY	ROMANECHE-THORINS
CHARENTE-VARENNES	ROSEY
CHARMEE (LA)	ROYER
CHARNAY-LES-CHALON	SAINT-ALBAIN
CHARNAY-LES-MACON	SAINT-AMOUR-BELLEVUE
CHASSELAS	SAINT-BOIL
CHATENOY-EN-BRESSE	SAINT-DENIS-DE-VAUX
CHATENOY-LE-ROYAL	SAINT-DESERT
CHENOVES	SAINT-GENGOUX-DE-SCISSE
CHEVANY-LES-CHEVRIÈRES	SAINT-GERMAIN-DU-PLAIN
CIEL	SAINT-GERMAIN-LES-BUXY
CLESSE	SAINTE-HELENE
CLUX-VILLENEUVE	SAINT-JEAN-DE-VAUX
CRECHES-SUR-SAONE	SAINT-LOUP-DE-VARENNES
CRISSEY	SAINT-MARCEL

CRUZILLE  
DAMEREY  
DAVAYE  
DRACY-LE-FORT  
ECUELLES  
EPERVANS  
FARGES-LES-CHALON  
FARGES-LES-MACON  
FLEURVILLE  
FONTAINES  
FRAGNES-LA-LOYERE  
FRETTERANS  
FRONTENARD  
FUISSE  
GERGY  
GIGNY-SUR-SAONE  
GIVRY  
GRANGES  
GREVILLY  
HURIGNY  
IGE  
JAMBLES  
JUGY  
JULLY-LES-BUXY  
LACROST  
LAIZE  
LANS  
LAYS-SUR-LE-DOUBS  
LESSARD-LE-NATIONAL  
LEYNES  
LONGEPIERRE  
LUGNY  
LUX  
MACON  
MANCEY  
MARCILLY-LES-BUXY  
MARNAY  
MARTAILLY-LES-BRANCION

SAINT-MARD-DE-VAUX  
SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE  
SAINT-MARTIN-SOUS-MONTAIGU  
SAINT-MAURICE-DE-SATONNAY  
SAINT-MAURICE-EN-RIVIERE  
SAINT-REMY  
SAINT-SYMPHORIEN-D'ANCELLES  
SAINT-VALLERIN  
SAINT-VERAND  
SALLE (LA)  
SANCE  
SASSANGY  
SASSENAY  
SAUNIERES  
SENOZAN  
SERMESSE  
SERRIERES  
SEVREY  
SIMANDRE  
SOLOGNY  
SOLUTRE-POUILLY  
TOURNUS  
TURCHERE (LA)  
UCHIZY  
VARENNES-LE-GRAND  
VARENNES-LES-MACON  
VERDUN-SUR-LE-DOUBS  
VERGISSON  
VERJUX  
VERS  
VERZE  
VILLARS (LE)  
VINZELLES  
VIRE  
VIREY-LE-GRAND

### Annexe 3 : Tableau des mesures de restriction des usages de l'eau pour le département de Saône-et-Loire

Les usages de l'eau ne sont pas concernés par les mesures de restriction dès lors que l'eau utilisée provient de réserves d'eau de pluie captées sur des toitures et plates-formes imperméables.

Les prélèvements destinés à alimenter les retenues ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté mais aux règles précisées dans l'arrêté d'autorisation des retenues.  
L'usage de l'eau issue de ces retenues de stockage n'est pas concerné par les présentes mesures de restriction.

Les interdictions ne s'appliquent pas en cas d'impératif de santé publique, de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité publique (essais des poteaux incendie, nettoyage des réservoirs d'eau potable, etc.).

Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Arrosage des pelouses et massifs fleuris et des plantes en pots	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Interdit entre 11h et 18h Sauf pour les plantes en pots si utilisation du goutte à goutte, sans contrainte horaire	Interdit Sauf pour les plantes en pots si utilisation du goutte à goutte, sans contrainte horaire	Interdit	X	X	X	X
Arrosage des jardins potagers		Interdit entre 11h et 18h	Interdit entre 9h et 20h		X	X	X	X
Arrosage des espaces verts hors pelouses et massifs fleuris		Interdit Sauf arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 3 ans autorisé entre 18h et 11h	Interdit Sauf arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 3 ans autorisé entre 20h et 9h	Interdit		X		X
Remplissage et vidange des piscines non collectives (de plus d'1 m <sup>3</sup> ) (1)		Remplissage interdit Sauf : - remise à niveau - première mise en eau après accord du gestionnaire du réseau AEP si le chantier avait débuté avant les premières restrictions		Interdit	X			
Remplissage et vidange des piscines à usage collectif (1) (2)		Remplissage interdit Sauf : - remise à niveau - impératif sanitaire après avis de l'ARS et accord du gestionnaire du réseau AEP				X		X
Lavage de véhicules par des professionnels (dont stations de lavage) (3)		Interdit Sauf sur les pistes équipées de haute pression ou équipées de système de recyclage (minimum 70 % d'eau recyclée) ou portique programmé ECO sur ouverture partielle		Interdit	X	X	X	X
Lavage de véhicules chez les particuliers en dehors des stations de lavage		Interdit à titre privé			X			
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées		Interdit Sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel avec du matériel haute pression Sauf pour les chantiers en auto-construction et les chantiers en auto-rénovation avec du matériel haute pression		Interdit Sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel avec du matériel haute pression	X	X	X	X
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement		L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible			X	X	X	
Arrosage des terrains de sport (y compris les hippodromes) (4)		Interdit Entre 11h et 18h	Interdit Entre 9h et 20h	Interdit Adaptation pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international, l'arrosage réduit au maximum est autorisé entre 20h et 9h sauf en cas de pénurie en eau potable Sont concernés les niveaux professionnels suivants : Football hommes : Ligue 1 et 2, National 1 et 2 Football femmes : Division 1 et 2 Rugby hommes : Top 14, pro D2, National 1 et 2 Rugby femmes : Elite 1 et 2		X		X
Centres équestres et carrières équestres	L'arrosage des pistes et des carrières doit être inférieur à 12h par jour	L'arrosage des pistes et des carrières doit être inférieur à 8h par jour	Interdit Adaptation sur décision préfectorale pour les compétitions à enjeu national ou international avec un arrosage réduit au maximum, sauf en cas de pénurie en eau potable L'arrosage des pistes et des carrières doit être inférieur à 8h par jour	X		X		
Arrosage des golfs Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024 (5)	Interdit De 8h à 20h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation	Interdit Sauf les greens et les départs Réduction des consommations d'au moins 60 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation	Interdit À l'exception des greens, par un arrosage réduit à 350 m <sup>3</sup> /semaine maximum par tranche de 9 trous (entre 20h et 8h), sauf en cas de pénurie d'eau potable Réduction d'au moins 80 % des volumes habituels Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation	X	X	X		

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcées	(7)	P	E	C	A	
Surfaces accueillant des manifestations temporaires sportives et culturelles (motocross, festivals, comices, patinoires)	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Interdiction d'arroser entre 11h et 18h	Interdit	Adaptation possible au cas par cas pour les manifestations d'envergure nationale ou internationale avec interdiction d'arroser entre 11h et 18h	X	X	X	X	
Orpillage, cheminement à pied dans le lit vif des cours d'eau			Interdit		X	X	X	X	
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7000 m³/jan (6)	Sensibiliser aux règles de bon usage d'économie d'eau	Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, Ces dernières s'appliqueront. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle. Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/jan, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25 % pour les niveaux d'alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence (7) sont un objectif cible à viser à minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie dans l'arrêté ministériel en vigueur. Pour les ICPE, les déclarations des prélèvements et consommations sont effectuées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.	Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle	Registre quotidien pour tout prélèvement supérieure à 100 m³/j Seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux) Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et ou consommation plafonnée à 50% par rapport au volume de référence (7)			X	X	X
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est < ou égale à 7000 m³/jan (6)		Mettre en oeuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront					X	X	
Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire National		- Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision « Modalités » et décision « Limites ») homologuées par le Ministère chargé de l'environnement - Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral - Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement					X		
Irrigation des cultures Sauf prélèvements à partir de retenues de stockage autorisées déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage		Irrigation interdite entre 11h et 18h Pas de restriction horaire si utilisation de goutte à goutte, de micro-aspersion ou de paillage	Irrigation interdite entre 9h et 20h Pas de restriction horaire si utilisation de goutte à goutte, de micro-aspersion ou de paillage Adaptation pour les semis et les jeunes plants repiqués (pépinières ornementales et horticulture) : autorisation d'arrosage 24h/24h le jour et le lendemain de la plantation	Interdit Adaptation pour les oignons, les pommes de terre, le soja, les plantes aromatiques et médicinales, les vergers, les cultures de petits fruits, les cultures de semences, les expérimentations de plein champ (8), l'horticulture (9) et les pépinières Pour les cultures soumises à adaptation, l'irrigation est interdite entre 9h et 20h Adaptation pour les semis et les jeunes plants repiqués (pépinières ornementales et horticulture) : autorisation d'arrosage 24h/24h le jour et le lendemain de la plantation				X	
Irrigation du maraîchage (Le maraîchage comprend toutes les cultures légumières dont les cultures sous serres, le bassinage des semis et des plants en conteneur, hors oignons et pommes de terre)	Prévenir les agriculteurs	Pas de restriction horaire	Irrigation interdite entre 12h et 17 h Pas de restriction horaire si utilisation de goutte à goutte, de micro-aspersion ou de paillage Adaptation pour les semis et les jeunes plants repiqués : autorisation d'arrosage 24h/24h le jour et le lendemain de la plantation Adaptation pour les salades (10) : bassinage autorisé les jours de canicule identifiés par Météo France	Irrigation interdite de 11h à 18 h Pas de restriction horaire si utilisation de goutte à goutte Adaptation pour les semis et les jeunes plants repiqués : autorisation d'arrosage 24h/24h le jour et le lendemain de la plantation Adaptation pour les salades (10) : bassinage autorisé les jours de canicule identifiés par Météo France				X	
Abreuvement des animaux			Pas de limitation sauf arrêté spécifique					X	
Remplissage / vidange des plans d'eau			Interdit	Sauf pour les usages nécessaires à une activité commerciale régulièrement inscrite au registre du commerce ou disposant d'un agrément de pisciculture, sous autorisation du service poFce de l'eau concerné.	X	X	X	X	
Dispositifs de prélèvements (sous pression et gravitaire) en cours d'eau et nappe d'accompagnement pour les usages domestiques des particuliers, entreprises et collectivités (11) Hors usages prioritaires listés à l'article 5 du présent arrêté	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau			Retrait des dispositifs de prélèvements sous pression des lits des cours d'eau, arrêt de l'usage des forages dans la nappe d'accompagnement et obturation ou fermeture des dispositifs gravitaires	X	X	X		

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Alerte	P	E	C	A
Prélèvement en canaux	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Réduction des prélèvements directs dans les canaux à adapter localement selon les niveaux de gravité en tenant compte des enjeux sécuritaires liés à la baisse des niveaux (fragilisation des berges, des digues, ...)			X	X	X	X
Navigation Fluviale		Exploitation optimisée de l'alimentation des canaux notamment par regroupement des bateaux pour le franchissement des écluses	Exploitation optimisée de l'alimentation des canaux notamment par regroupement des bateaux pour le franchissement des écluses	Exploitation optimisée de l'alimentation des canaux notamment par regroupement des bateaux pour le franchissement des écluses Interruption de la navigation en cas de nécessité			X	
Travaux en cours d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques	Report des travaux sauf : - situation d'assez total - pour des raisons de sécurité - pour les travaux autorisés après accord du service de police de l'eau		X	X	X	X
Stations d'épuration et systèmes d'assainissement		Report des opérations de maintenance en fin de période de restriction Sauf en cas d'urgence après accord du service police de l'eau				X	X	

(1) La notion d'usage collectif, mentionné à l'article D. 1332-1 du code de la santé publique s'applique aux piscines publiques et privées, ouvertes à tous ou à un groupe défini de personnes et qui ne sont pas destinées à être utilisées dans un cadre familial, par le propriétaire ou locataire, sa famille et les personnes qu'il invite, et dont l'eau du bassin n'est pas vidangée entre chaque baigneur. La notion d'usage collectif ne s'applique pas aux piscines relevant d'un usage familial, telles que :

- 1° Les piscines privées réservées à l'usage personnel du propriétaire ou du locataire du logement d'habitation. Une location temporaire et occasionnelle de ces piscines ne leur confère pas un usage collectif ;
- 2° Les piscines privées réservées à l'usage personnel de la clientèle de passage qui loue le logement d'habitation et n'y est pas domicilié ;
- 3° Les piscines privées réservées, pendant toute la durée du séjour, à l'usage personnel de la clientèle d'une unité, que ce soit une chambre, un emplacement ou un appartement, de l'hébergement touristique marchand et qui n'y est pas domicilié.

(2) Pour les piscines à usage collectif :

Les baignades à remous dont le volume est inférieur à 10 m<sup>3</sup> et les bassins individuels et sans remous étant soumis à des fréquences de vidange périodiques plus élevées pour des raisons sanitaires, ainsi que les piscines à usage médical, ne sont pas concernés par ces mesures de restriction.

Il est rappelé que le Préfet peut, sur proposition de l'ARS, demander l'augmentation de la valeur de renouvellement de l'eau des bassins (valeur minimale de 30L/j/baigneur) et la vidange du bassin si l'eau n'est pas conforme aux exigences de qualité ou en cas de danger pour la santé des baigneurs. En période de canicule, le Préfet peut également, notamment sur proposition de l'ARS, demander la vidange et le remplissage des bassins pour raisons sanitaires, afin d'offrir des moyens de rafraîchissement supplémentaires à la population.

(3) Ces mesures concernent notamment les stations de lavage, les unités de lavage des garages et stations-service, et les stations de lavage des entreprises professionnelles (de transport, BTP, etc...). Il conviendra pour les stations de lavage de rendre inutilisable les pistes de lavage faisant l'objet d'une interdiction d'utilisation. Les exploitants des stations de lavage automobile sont tenus d'informer les usagers par un affichage des mesures de restrictions applicables. Ils établiront en amont de la sécheresse la liste des stations de lavage équipées de système de recyclage disposant d'un taux supérieur à 70 %.

(4) En matière d'arrosage des terrains de sport, il revient à chaque fédération de sport de pérouse en activité sur le département de partager en amont de la sécheresse le calendrier des compétitions auprès de la DDT.

(5) Les volumes prélevés seront communiqués de manière hebdomadaire à la DDT, afin de faciliter la vérification des objectifs de réduction des prélèvements.

(6) A l'exception des ICPE nécessaires :

- à l'alimentation en eau pour l'élevage, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux,
- à la transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée.

(7) Le volume de référence est défini dans l'article 2 - II de l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, comme étant le prélèvement moyen journalier. Il correspond au maximum entre les moyennes des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

(8) Les parcelles d'expérimentation de plein champ dont la surface est inférieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> menées par l'INRAE, ou autres organismes scientifiques / universitaires ainsi que celles d'autres organismes de recherche validées par la Chambre d'agriculture peuvent être irriguées en période de crise après accord de la DDT. Chaque irrigant doit impérativement déposer un dossier de demande d'expérimentation de semences de plein champ auprès de la Chambre d'agriculture qui transmet le dossier départemental à la DDT avant le 30 avril de l'année en cours, avant le 31 juillet pour le colza et le moutarde. Ce dossier comprendra à minima le nom, l'adresse, les coordonnées téléphoniques et mail de l'exploitant, la localisation sur un plan de la parcelle comprenant les références cadastrales, le nom et l'adresse de l'organisme en charge de l'expérimentation, le type de semences, une note décrivant le protocole d'expérimentation.

(9) L'horticulture désigne la branche de l'agriculture consacrée à la culture de plantes potagères ou ornementales. Les secteurs de l'horticulture se divisent en cinq activités économiques :

- l'horticulture maraîchère (ou le maraîchage), pour la production de légumes,
- l'arboriculture fruitière, pour la production de fruits,
- la floriculture, pour la production de plantes ornementales et de fleurs,
- la pépinière, pour la production d'espèces ligneuses, arbres et arbustes d'ornement ou non,
- la serriculture, pour la production maraîchère, floricoles et de pépinière en serre.

(10) Bassinage des salades : technique qui consiste à maintenir les légumes humides en permanence durant les heures les plus chaudes de la journée, réalisée par aspersion pour mouiller les feuilles jusqu'à ce que le sol sous la plante soit humide et change de couleur. Dès que le sol s'humidifie, l'aspersion est arrêtée, il ne s'agit pas d'un arrosage. Opération pouvant être répétée plusieurs fois par jour en conditions estivales chaudes et sèches.

(11) L'article R.214-5 du code de l'environnement définit comme étant un usage domestique de l'eau, tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs.